



# Conseil d'Administration Masse des Douanes

Montreuil, le 29 novembre 2024

Monsieur le Président,

Ce conseil d'administration est l'occasion de vous souhaiter la bienvenue à la Masse des Douanes notre belle œuvre de logement social douanier. C'est aussi l'occasion pour nous de vous rappeler à quel point nous y sommes attachés tant elle est utile à de nombreux agents pour pouvoir se loger à un prix raisonnable au plus près de leur lieu de travail. Nous aurions par exemple apprécié que soit retenue notre demande de contenir voire d'annuler la hausse des loyers cette année.

Les douaniers ne sont pas des privilégiés, ils ont besoin d'être soutenus dans leurs missions et doivent pouvoir vivre au mieux de leur travail. Cependant, en désignant, sur recommandation du Premier ministre, Guillaume Kasbarian comme Ministre de la (*guerre à la*) Fonction Publique, le Président de la République a clairement désigné qui allaient être pour cette fin de mandat présidentiel les bouc-émissaires de la dérive des comptes publics : les fonctionnaires.

Sa "vision" du désengagement de l'État de la quasi-totalité de ses missions, abandonnant au privé le sort de ses concitoyens mais surtout sa volonté d'alignement par le bas des conditions de vie des Français, et en particulier des fonctionnaires, montre le gouffre qui les sépare de la vraie vie et de ceux qui subissent ensuite les conséquences de leur dogmatisme.

Le résultat de la bataille n'est pas encore connu mais la puissance de la charge lancée, elle, ne fait aucun doute. On pourra citer pêle-mêle :

- la fin de la GIPA (elle, déjà actée) qui n'était que la compensation de la hausse du coût de la vie face à des grilles salariales gelées depuis des années, gel dont la continuité est annoncée pour 2025 ;
- la proposition d'augmentation à trois jours de la durée de carence non indemnisée pour les arrêts maladie dans la FP quand celle d'une journée déjà appliquée est hautement inégalitaire du fait de la prise en charge intégrale de cette carence dans les conventions collectives ou les mutuelles de 75% des salariés du privé ;
- la diminution de la hauteur de rémunération à 90 % du salaire lors de ces mêmes arrêts maladie soit une triple peine : la maladie, la perte de l'intégralité de la rémunération de la carence et pour le restant de l'arrêt, alors que le salaire est déjà grévé (la rémunération des fonctionnaires étant pour une bonne partie basée sur des primes dont certaines ne sont pas versées lors de ces arrêts), cette proposition de raboter encore ce qu'il reste ;
- l'application d'un deuxième jour férié travaillé gratuitement sur le modèle du jour de solidarité instauré par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en son temps ;

Et ce n'est là que le florilège le plus visible de ce que ces individus (car il n'est malheureusement pas seul) préparent. Nul doute qu'ils ont encore moult - mauvaises - idées à suggérer pour encore un peu plus anéantir et mépriser la Fonction Publique.

Trop c'est trop et nous l'avons dit à ce triste sire en refusant d'aller siéger aux instances qu'il préside et en lui fixant un premier rendez-vous avec les mobilisations que nous encourageons, prévues le 5 décembre prochain.

Nous sommes parfaitement conscients que les personnels de l'EPA Masse ne sont en rien responsables de ces errements du gouverneMENT mais le boycott de cette instance est un moyen de faire entendre nos revendications, et nous ne pouvons laisser passer ces attaques en règle et venir siéger comme si de rien n'était.

L'EPA Masse est une œuvre sociale et nous y sommes attachés, mais nous sommes aussi attachés à un dialogue social de qualité et celui-ci est un tout.

*Les élus CGT, Solidaires et UNSA/CGC du CA*